

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
13 décembre 2012
n° 2257
1,30 €

Forum Samedi
pour la paix

Union
Européenne



NOBEL
DE LA PAIX





Une collectivité territoriale... pour l'Alsace

LES élus alsaciens ont adopté, samedi 24 novembre à Strasbourg, le projet de création d'une "collectivité territoriale d'Alsace" par fusion du Conseil régional d'Alsace et des Conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Les 122 membres des trois conseils ont approuvé le projet de fusion des trois assemblées à une très large majorité de 108 voix. Les électeurs alsaciens seront appelés à se prononcer par un référendum qui devrait avoir lieu le 7 avril 2013. Dans le cas où le "oui" l'emporterait, une loi devra intervenir pour créer cette collectivité nouvelle qui pourrait ainsi voir le jour en 2015.

Pour les promoteurs du projet de collectivité territoriale alsacienne, l'objectif est d'unir les compétences dispersées sur la région et les départements existants afin de mutualiser les moyens et rationaliser les interventions. Il ne s'agit pas là d'un simple mécano institutionnel, mais bien d'une volonté de doter la région d'un outil permettant à l'Alsace de se projeter dans l'avenir. La fusion des deux échelons territoriaux entraînera un double bénéfice: réduire la dispersion des centres de décision en matière sociale, économique et culturelle en supprimant, de facto, les doublons et réaliser des économies d'échelle, avec, notamment, une réduction du nombre d'élus et de personnels administratifs de 20%. Le projet adopté le 24 novembre prévoit qu'une partie des futurs élus sera choisie au scrutin majoritaire, l'autre partie à la proportionnelle. Chaque liste sera à parité hommes-femmes.

Le projet alsacien est porté par le président UMP de la région, Philippe Richert, avec le soutien des présidents, également UMP, des conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. L'Alsace, rappelons-le, est la seule des 22 régions métropolitaines aux mains de la droite.

Quel sera, au final, le sort réservé au projet de fusion par le gouvernement socialiste dans lequel les jacobins indécrottables, genre Manuel Valls, tiennent le haut du pavé, nul ne s'aventure à un pronostic. Une indication a été donnée par le vote du 24 novembre. Si les 85 élus de la majorité alsacienne et leurs alliés ont voté en bloc en faveur du projet et ont reçu l'appui des dix conseillers écologistes, les socialistes se sont majoritairement opposés à toute évolution: seuls huit conseillers socialistes ont soutenu le projet, 14 ont voté contre ou se sont abstenus.

Car le fond du problème est bien là. Quelles sont les véritables intentions de Hollande et de sa majorité en matière de réforme de l'organisation territoriale de l'Hexagone? Le gouvernement annonce un acte III de la décentralisation, audacieux et novateur, mais prévient qu'il ne touchera en rien à l'architecture politico-administrative héritée de la révolution et de l'aventure napoléonienne. On parle de place laissée à l'expérimentation, mais on ferme la porte à une Collectivité territoriale spécifique pour le Pays Basque. On crée une banque publique d'investissement, paraît-il régionalisée, pour faciliter le financement des entreprises et des collectivités, mais on la place sous le contrôle exclusif de Bercy. A tel point qu'Alain Rousset, président des présidents de régions, est vent debout contre ses amis du gouvernement sur ce nouvel avatar de la maladie étatique française. Pour une fois, on le comprend: on demande aux régions de financer, mais on leur dénie tout droit de regard dans les choix de gestion et d'orientation.

Pour se prémunir d'une réorganisation territoriale, appuyée sur une véritable décentralisation en matière fiscale, les socialistes agitent l'épouvantail des inégalités territoriales accrues ou l'avènement de féodalités locales trop puissantes. Comme si les inégalités actuelles ne continuaient pas à se creuser, comme si les féodalités étatiques n'étaient pas devenues absolument contre-productives avec leur cohorte de gaspillage des deniers publics et d'orientations économiques insensées.

EDF vient de réévaluer de 2 milliards —excusez du peu— le coût de construction de la centrale nucléaire EPR de Flamanville, portant l'estimation initiale de 3,3 milliards en 2005 à 8,5 aujourd'hui, et très certainement, à plus de 10 au terme du chantier. Ce coût exorbitant pour un projet inutile et potentiellement plus dangereux que toutes les autres centrales nucléaires, fera que le KWh produit à Flamanville sera plus cher que celui produit au moyen d'énergies renouvelables. Avec les risques en plus.

Mais pour la classe politique française, de l'UMP aux socialistes et communistes confondus, mieux vaut une féodalité ruineuse et incontrôlable qu'un pouvoir local plus proche des citoyens, donc plus facilement contrôlable. Il en va ainsi depuis des siècles. L'aggiornamento n'est pas à l'ordre du jour.

Ezkontza guztientzat ?

E GUNKARI batek zabaldu du berria pasa den astean, Iparraldeko hamabi auzapezek izenpetu zutela «*auzapeza haurtzaroaren alde*» kolektiboaren petizioa. Izenpetu dute ezkontza guztientzat kontzeptuaren kontra, departamenduko beste ehun bat hautetsiek egin duten bezala. Beste molde batez idazteko, Iparraldeko ehun bat berrogeita hemezortzi auzapezetarik hamabiek izenpetu lukete petizio hori... Anitz? Gutti? Errealitatearen irudia? Bakarrik Ahatsa, Iholdi, Izpura, Oragarre, Etxarri, Arrangoitze, Armendaritze, Aiziritze, Urruña, Garruze eta Donaixti-Ibarre herrietako auzapezak litzateke ezkontza guztien kontra? Ulertu behar da beste guziak alde direla? Iparraldeko auzapezen ehuneko laurogeita hamarrekoa, beste ehun bat berrogeita zazpiak, zer? Alde dira, denek ezkontzeko eta adoptatzeko eskubidea ukan dezaten? Ikusi behar! Frantses estatuko beste lurraldetan bezala, eztabaida hedatu da Ipar Euskal Herriko plazetan. Frantses gobernamentu sozialistak nahi luke, iduriz, ezkontzeko eta adoptatzeko legea denei zabaldu. «*Denei*» horretan, homosexualak barne ulertu behar. Gaia honek, Iparraldea, ez zuen inportantzia berdina hartuko, Baionako Aillet apezpikuak, ez balu, azaroa bukaeran, Biarritzen, «*Bizitzaren aldeko nazioarteko foroa*» antolatu. Ihardukitze gisa zortziehun bat kide bildu ziren «*Bellevue*» plazan «*aukeratzeko askatasunaren*» lempean. Ipar Euskal Herrian, nehoiz, eskubideen defentsan

sortu den kolektiborik zabalena bildu zela zioten antolatzaileek. Ezkertiar alderdi abertzaleak, Abertzaleen Batasuna eta Batasuna, frantses Alderdi Sozialista eta Komunista, Berdeak, NPA, Solidaires sindikatua eta beste hogeita bat talde, Les Bascos, Bilgune Feminista, La Cimade, Gizaki Eskubideen Liga besteak beste, bilduak ziren laikotasuna eta berdintasuna baloreak sustengatzeko baina ere, sexu bereko bikoteek ezkontzeko eta adoptatzeko eskubidearen defendatzeko. Zortziehun kide. Anitz? Gutti? Errealitatearen irudia? Zer diote Bellevue plazan ez zirenek? Frantziako herri nagusietan milaka kide biltzen dira ezkontza guztientzat lege proiektua sustengatzeko, eta beste hainbeste «*balore batzuen*» izenean, homosexualen ezkontzeko eta adoptatzeko eskubidearen kontra. Homofobia asumitzen duten jende kopurua emendatuz doa, egunero entzuten, ikusten ditugu, irrati eta telebista katetan, beren mezua beti errepikatuz: homosexualak ez litzateke «*normalak*», baina bai eri edo berdin guttienez bitxiak... Ez pentsa asumitua ez den homofobia tipituz doala, Nork ez ditu entzun lantokian, lagunen artean, kirol munduan, besta giroan, trufak, txantxa istorioak, irainak homosexualen buruz? Eta gehienetan irri egin dugu. Horrekin ere amaitu behar dugu. Arrazakeriaren giten den bezala. Homofobia forma hori baztertuz, Bellevue plazako kideak askoago sentituko dira, eta gure hamabi auzapezak bakartuago...



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Repartir pour cinquante ans...

● Peio Etcheverry-Ainchart

EN ce mois de décembre 2012, si par miracle la fin du monde nous épargne —ou plutôt nous accorde ce petit sursis que nous saurons fort intelligemment raccourcir encore à coup de gaz à effet de serre—, nous pouvons sereinement envisager la nouvelle année politique. Et quoi qu'il advienne en 2013, ce sera une année anniversaire. Vous me direz, mus par la sagacité proverbiale du lecteur ou de la lectrice d'*Enbata*, que chaque année est l'anniversaire de quelque chose ou de quelqu'un; certes et votre sagacité m'agace. Mais c'est en tant qu'abertzale que 2013 sera une année particulière.

Retour en arrière

2013 moins 50, nous voici en 1963. bercé par le rythme tranquille de 15 années de croissance économique dont il reste pourtant en grande partie à la marge, le Pays Basque Nord dort alors profondément. Plus d'un demi-siècle de construction nationale française et deux conflits mondiaux ont soudé le sentiment d'appartenance à la France et ne reste de l'identité basque qu'un usage folkloriste ressurgissant durant les congés payés estivaux. Au plan politique, les partis conservateurs (en particulier la démocratie chrétienne) culminent à plus de 80%, atteignant même 95% dans les cantons du Pays Basque intérieur. L'expression nationaliste basque est nulle ou presque. Au Sud, la chape de plomb franquiste ne connaît pas encore de soubresaut majeur.

En 1957, un petit groupe d'étudiants basques ont fondé une revue, *Embata*, dont le nom correspond à un vent côtier. En 1960, le journal est devenu *Enbata* et a commencé à diffuser un message politique pour le moins incongru: il prône l'unité des sept provinces basques au sein d'une Europe fédérale. Quelle drôle d'idée... Dès l'origine, malgré son extrême confidentialité, le petit groupe peut compter sur le soutien de quelques personnalités tels que Jean Etcheverry-Ainchart ou Jean Errecart. De même, le médecin de Cambo Michel Labéguerie, élu député en 1962 avec le soutien du LRP, est l'un des fondateurs du jeune groupe. Il s'en éloignera progressivement dans les années suivantes mais en ce début de décennie, il représente la synthèse entre militantisme et jeunesse. Sa chanson «*Gu gira Euskadiko gazteri berria*» devient un hymne à la rupture des jeunes Basques avec leurs parents qui ont «*vendu la terre*» et «*élevé leurs fils dans une langue étrangère*». Elle va galvaniser une génération entière. Enfin un certain nombre de prêtres nationalistes basques apportent leur caution morale à cette dynamique, tel l'abbé Pierre Larzabal.

Du chêne de l'Aberrri eguna de 1963...

Au Sud, ETA vient de naître. Le lien entre militants d'*Enbata* et d'ETA se tisse naturellement car ils sont de la même génération. En outre, dès que les militants du Sud ont besoin d'appui ou de refuge, ce sont les membres d'*Enbata* qui les prennent à leur charge. Le lundi de Pâques 1963, jour d'Aberrri Eguna, *Enbata* se constitue en mouvement politique lors d'une cérémo-



nie à Itxassou. Ce n'est guère un hasard si la charte et la motion politique présentées pour l'occasion sont accompagnées par la plantation d'un arbre par un militant d'*Enbata*, Ximun Haran, et l'un des fondateurs d'ETA, Julen de Madariaga. L'arbre est présenté comme étant un rejeton de celui de Gernika, il symbolise l'unité entre les deux parties du Pays Basque. C'est parti! Elaboration d'un journal quasi ininterrompu jusqu'à aujourd'hui, propagation d'un projet politique résolument nouveau, premières campagnes électorales abertzale, soutien à ETA en particulier lors du fameux procès de Burgos et aux réfugiés par le biais de grèves de la faim mémorables... *Enbata* lance le premier mouvement politique abertzale en Iparalde.

... aux bourgeons d'aujourd'hui

Depuis ce 15 avril 1963 jusqu'à aujourd'hui, un demi-siècle est passé. De cette époque «*héroïque*», qualificatif qui sied à celle de ces pionniers si souvent brocardés «*Enbata zikina*», que retenir? C'est précisément ce à quoi il convient aujourd'hui de réfléchir. Les militants d'*Enbata* des années 1960 avaient déjà dépoussiéré un nationalisme aranien dont ils n'étaient même pas vraiment les rejetons, et en avaient fait un projet moderne et adapté au Pays Basque Nord. En 50 ans, le monde a changé, l'abertzalisme aussi. Ayant progressé à tous les niveaux, en particulier en représentativité au sein de la population —et ce bien que l'on puisse regretter que ces progrès ne soient pas plus rapides et plus décisifs—, il aborde l'année 2013 sous un jour séduisant: en passe de digérer ses divisions, il se met en ordre de marche pour les années à venir, prêt à aborder une phase nouvelle de l'histoire récente du Pays Basque.

Mais cinquante ans c'est aussi l'âge de la refondation idéologique. L'Aberrri Eguna de 1963 avait posé des jalons, que l'on n'a jamais vraiment cherché à remettre en question. N'est-il pas l'heure de (re)travailler ensemble ces grandes problématiques que le monde pose à l'abertzalisme du XXI^e siècle: quels contours institutionnels pour le Pays Basque au sein de l'Europe? quel territoire pour ce pays et sur quels critères? quelle identité basque à l'heure de la mondialisation?... et tant d'autres autour desquelles l'Aberrri Eguna 2013 pourrait, en se fondant sur le passé, bâtir l'avenir.

●●● qu'un accord ait été conclu entre DSK et Nafissatou Diallo pour dédommager cette dernière de l'agression sexuelle subie au Sofitel de New York sur la base de 6 millions de dollars. Pour une pulsion, ça fait cher le mégabit.

●●● pas tant que ça que le gouvernement de Rajoy gracie des policiers condamnés pour faits de torture. Comme les policiers, il y va Franco.

●●● pas tant que ça que, suite à une nouvelle hausse annoncée par EDF, le coût de construction de la centrale nucléaire EPR de Flamanville ait triplé de 3,3 milliards annoncés en 2005 à 8,5 milliards aujourd'hui. Le nucléaire explose les coûts... pour une électricité moins chère.

●●● que l'ACBA ait décidé d'aménager la future aire d'accueil pour les gens du voyage dans les barthes de l'Adour à Bacheforés, classées en zone rouge dans le Plan de Prévention des Risques d'Inondation. Habités des no man's lands, ils auront désormais un nomades aqualand!

●●● que 12 maires d'Iparalde s'opposent au «*mariage pour tous*» alors qu'en Hegoalde sur 2.282 mariages au 2^{ème} trimestre 2012, 42 étaient du même sexe, soit six de plus que l'an dernier. La réunification par le mariage Batua!

●●● des dimensions et du coût (500.000 €) de la statue en cuivre de Chaban Delmas à Bordeaux. Le culte de la personnalité ne connaît pas la crise...



Cartes postales des Pays Basques

Par ces temps d'hiver nous revient une rencontre estivale avec deux jeunes touristes au détour des ruelles ensoleillées de Saint-Jean-de-Luz. Puis par ricochet, conversation avec oncle et tante installés à Souraïde. Occasions de mieux cerner quelques facettes de notre image.

Enbata: Pourquoi, Ophélie et Kevin, avoir choisi le Pays Basque?

Ophélie: L'année dernière j'étais déjà venue au Pays Basque et Hossegor m'avait énormément plu. En fait, c'est comme si j'étais tombée amoureuse du Pays Basque.

Kevin: Moi, c'est un peu la même chose. De toute façon, je suis un peu Basque puisque ma grand-mère était au début de sa carrière institutrice à Bidache.

Enb.: Mais qu'est-ce qui précisément vous plaît ici?

O.: Les gens sont très accueillants et, effectivement, il y a tout ici. Je veux dire, le paysage, le climat, les petits restos dans la campagne, les soirées douces avec les tapas, les maisons au style très sympa. La force basque et les tirs à la corde également, c'est impressionnant. Tout ici paraît open...

K.: J'insisterai plutôt sur l'identité. En fait, je

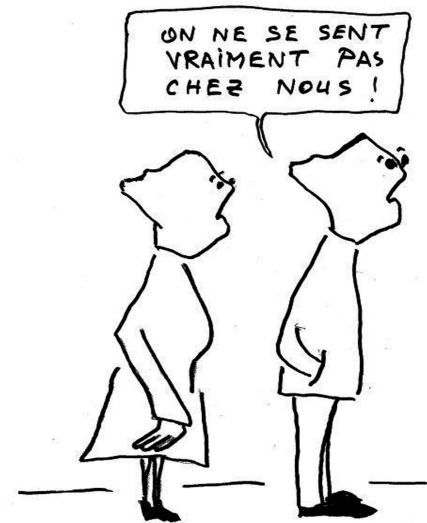
retrouve ici une personnalité. J'aime beaucoup les chants basques, ces chorales dans les petits villages sont magnifiques et puissantes même si, effectivement, on ne comprend pas grand-chose à cette langue qui vient de la nuit des temps (d'après ce que j'ai lu dans le guide). Il faudrait d'ailleurs mettre davantage de français dans tous ces événements folkloriques.

Enb.: Le mot est lâché, que voulez-vous dire par «personnalité»?

K.: En fait je voulais dire authenticité. Nous sentons ici un pays authentique, avec des gens attachés à leurs racines. Ils ont le sens de la fête, de bonnes toques dans la gastronomie et des spots d'enfer pour faire du surf. Mais mon oncle et ma tante qui viennent de s'installer pour leur retraite à Souraïde pourraient mieux vous en parler, ils seront contents de vous l'expliquer.

La parole donc à Marie et Jean-Pierre, 60 et 63 ans passés. Ils ont juste fini de retaper une maison à l'écart du bourg de Souraïde. Poutres apparentes, crépis blancs et volets rouges. La retraite arrivée (lui technicien dans le bâtiment, elle responsable marketing), ils ont vendu leur appartement à Cachan (Région parisienne) et comptent bien profiter de leur nouveau cadre de vie: randonnées, ballades en Espagne, sorties et voyages plus lointains.

“Les noms des communes sur le bord de la route aussi, c'est pas mal. Mais il ne faut pas que ça tombe dans le communautarisme, avec des personnes repliées sur elles mêmes, qui se referment sur leur petit pré-carré au moment où le monde entier devient de plus en plus une sorte de village.”



Enb.: ... Comment organisez-vous votre nouvelle existence?

Jean-Pierre: Cela fait un an que nous avons définitivement posé nos valises, car nous venions ici auparavant en congés. Nous étions littéralement tombés amoureux de ce pays. Nous y sommes bien intégrés en particulier grâce à un club de randonnées en montagne. On fait des ballades superbes tant ici qu'en Pays Basque espagnol. L'été, nous recevons nos petits enfants et l'hiver les stations de ski ne sont pas loin. Toute l'année, nous sommes à deux pas de «San Sébastien», du Guggenheim. Le rêve...

Enb.: A présent que vous vivez ici, avez-vous un avis sur les écoles en langue basque ou sur une institution spécifique pour le Pays Basque?

J-P.: C'est normal que les Basques veuillent conserver leur culture et leur identité. D'ailleurs l'Etat les aide beaucoup puisque on apprend le basque dans les écoles. Mais il ne faut pas non plus que ça devienne de la politique comme au Pays Basque espagnol avec la violence de l'ETA...

Marie: La langue basque, ça ne me dérange pas tant que c'est pour les chants: nous avons été récemment à une messe de mariage, il y avait une chorale en basque... superbe! Les noms des communes sur le bord de la route



Le Musée Guggenheim à Bilbao

L'écologique et le social intrinsèquement liés



Philippe Zarifian est professeur de sociologie à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et directeur associé de Conseil et Recherche. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont, chez L'Harmattan, «*La société post-économique*», paru en 1988, qui préfigure son livre «*La question écologique*».

La question écologique

La question écologique est aussi ancienne que le sont les espèces vivantes sur Terre. Pour nous limiter aux humains, elle désigne la façon que ces derniers ont eue et continuent d'avoir d'habiter la nature. Question d'autant plus importante que la nature n'est absolument pas un environnement, mais le milieu même au sein duquel se développe la vie.

Les humains, il faut le souligner, ne sont pas seulement des êtres sociaux. Ils sont en même temps, de par leur corps et leur psychisme, des êtres de nature, les deux en même temps, les deux solidairement.

Tout au long des siècles, il y a toujours eu coaction, coadaptation, transformation réciproque entre les hommes et la nature qui lui sert de milieu.

▼
"Natura, ez da ingurumena!
Natura da bizi, eta jendartea bera
garatzen den gune berezia!
Jendeak sozialak eta naturazko izakiak dira!
Ekologia eta soziala ezin dira bereizi!"

Cette longue histoire a été marquée par une rupture : avec la naissance de l'industrialisme capitaliste, a été perdu, en Occident, le sens de cette co-dépendance.

La nature a été réduite à n'être qu'une "ressource", qu'un instrument au service des finalités économiques et sociales de la société "moderne".

Les dégradations écologiques dont nous avons pris tardivement conscience, datent du début du 19^{ème} siècle.

Et il faut clairement signifier leur perspective : la disparition de toute forme de vie humaine et équivalente sur Terre.

C'est l'enjeu véritable.

Faut-il céder au catastrophisme ?

Non : le livre de Philippe Zarifian prétend montrer que la question écologique reste à double face : une face positive et une face négative.



Philippe Zarifian

Ecologie et rapport entre l'humain et la nature

L'écologie relève du rapport entre l'être humain et la nature ; celui-ci n'est pas seulement un être social, il est lui-même un être de nature, en même temps, il n'existe pas de rapports entre êtres humains et nature sans rapports sociaux.

Les penseurs du monde grec antique laissent la nature hors de leurs préoccupations et définissent «*la vie homme*» comme éthique et politique uniquement.

Dans la Bible, Dieu crée la nature pour l'homme qui doit soumettre tous les êtres vivants.

Déjà les grandes découvertes entraînent des catastrophes humaines et écologiques.

Puis vient l'industrialisation capitaliste. Pour la première fois la production de profit devient le but d'un système économique ; l'abstrait l'emporte sur le concret en même temps que la valeur d'échange sur la valeur d'usage, la quantité sur la qualité, le consommateur sur le citoyen... La rupture avec la nature est consommée, nature qui n'a plus lieu d'être, qui disparaît : il n'y a plus que des matières premières nécessaires à la production.

Pourtant «*le rapport de l'homme à la nature fait retour en permanence, mais il est vrai qu'il commence à la faire dans des conditions qui deviennent graves pour la survie de l'humanité... les processus conduisant à la disparition de la vie humaine et équivalente sont déjà à l'oeuvre*».

Responsabilité de l'humanité, non pas sur l'existant, mais sur le devenir

L'auteur s'appuie alors sur l'oeuvre novatrice de Hans Jonas qui définit la responsabilité de l'humanité non plus comme portant sur l'existant, mais sur le devenir, sur ce qui adviendra si nous faisons ce qu'il faut pour cela.

La vie comme l'humanité est historique et sociale et priorité doit être donnée au devenir sur l'être. Il n'y a pas d'être intangible plongé dans le devenir (Jonas) mais un devenir qui se spécifie dans l'être. En fin de compte, la survie de l'humanité est politique et non métaphysique.

Philippe Zarifian se penche sur les conceptions du social. Il est en général conçu comme dépendant de l'économique, c'est la justice distributive du syndicalisme (salaires, emploi...).

Il peut être pensé comme sociétal et renvoyer à la société globale, c'est le domaine de l'émancipation sociale.

Ces deux aspects ont leur légitimité.

Mais la crise impose de penser le social de façon nouvelle, qui donne à la nature toute sa place et ne la conçoit plus comme ressource ou environnement mais comme milieu de vie en évolution permanente.



*"Krisiak
arlu soziala
molde berri batean
pentsatzea
behartzen du.
Molde hortan,
naturak toki osoa du,
ez da ingurumen soil bat bezala
edo baliabide gisa ikusten
baizik eta
etengabeko eboluzioan den
bizi gune bat bezala!"*

Quelques pistes s'imposent alors :

- ✓ la solidarité et la coopération sur le front social et le front écologique ;
 - ✓ la responsabilité individuelle et sociale
 - ✓ le dialogue entre cultures et civilisation ;
 - ✓ l'élargissement du concept d'émancipation, humaine, sociale et écologique
- Ni le capitalisme vert, expression qui est un oxymore, ni l'objection de croissance telle qu'elle est mise en avant par les partisans de la décroissance, très faible dans sa critique du capitalisme et qui confond richesses matérielles (valeurs d'usage) et (valeurs d'échange) à la croissance illimitée, ne répondent à ces exigences

Economie du service durable

Cette nouvelle économie est l'économie du service durable : durabilité du service, à l'opposé des produits à obsolescence intégrée ; durabilité du style de vie, à l'opposé de la consommation frénétique.

Voilà l'essentiel du livre. Restent deux chapitres importants : l'agriculture et l'écologie politique.

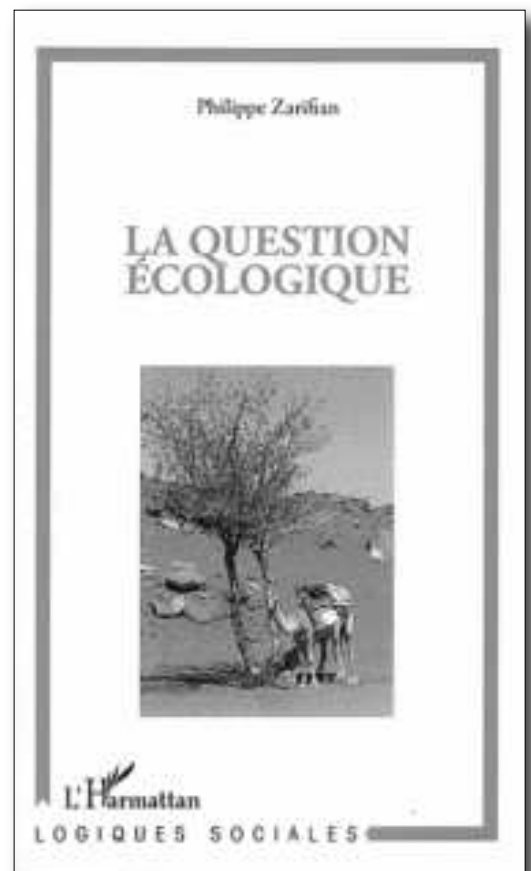
Enfin, l'auteur s'efforce de définir l'écologie politique en dix principes qui ne peuvent ici être résumés qu'avec une brièveté au risque de les dénaturer :

Ecologie et démocratie active

- ✓ donner la priorité à la vie et aux conditions de vie ;
- ✓ prendre en compte notre appartenance à la nature ;
- ✓ connaître la nature non comme état ou réduite à des ressources mais comme forces en mutation ;
- ✓ développer le souci de la permanence de la vie sur Terre ;
- ✓ développer la responsabilité individuelle ;
- ✓ intégrer le rapport à la nature dans la «*vie bonne*» ;
- ✓ mettre en oeuvre générosité et mondialité ;
- ✓ prendre en compte le devenir ;
- ✓ rejeter la notion de consommation au profit de la frugalité et du goût ;
- ✓ assurer le re-productivité des ressources et l'intégrité dans le respect de la vie ;
- ✓ allier la question écologique à une nouvelle pratique de la démocratie : la démocratie active.

Impossible d'être rouge sans être vert... et vice-versa

En conclusion, on ne peut plus poser les questions de l'émancipation humaine sans référence à l'écologie, être rouge sans être vert ; ni résoudre les questions de l'écologie sans référence aux questions sociales, être vert sans être rouge.



Ustezko Mugimendu Politikoa

Kiskil

Zenbaitzuk konparatzen dute politika antzerkiari. Azken denbora hauetan UMP-k eskaintzen diguna ez dakit antzerkia ala maskarada den, baina pate-tikoa da gertatzen ari dena. Oilar batzuk kukuruxka, nork gaina hartuko duen besteari.

Buruzagi horiek ariko dira salatzen hautesle gutti hurbiltzen dela hauteskundeak direlarik. Nola ez litzateke izan bestela, emaiten duten irudiarekin? Entzuten delarik, batak ala besteak ez dituztela botoak behar diren bezala kudeatu. Hemen boz batzuk gehitu, han boz batzuk ez kontatu... ze saltsa eta horiek estatu baten agintari izan direla eta izan nahi.

Ipar Euskal Herrian bestelakoa da panorama politikoa.

Ikusi dugu azken denbora hauetan, Auroren arrastatze-kari, sostengu zabala zein nolakoa izan den.

Dinamika azkar horrek, nonbait, Paris eta Madrid inarosten eta trabatzen dituela.

Bake Bidea mugimenduak jakin izan du sozial mugimendu – sindikatu – alderdi – pertsonalitate batzuk elkarretaratzen. Helburu batekin, frantses estatua, prozesu berri honetan, bere ardurak har ditzan, konponbiderako aterabide baten lortzea delarik xedea.

Abenduaren 15an, Baionako Unibertsitate eta Lokarriekin batean, antolatzen du Foru bat egun osoan, jende ospetsu batzuk etorriko direlarik beren iritzia eta lekukotasunaren ekartzera.

Ildo beretik, Euskal Herriko Lurralde Kolektibitate baten eskakizunak, frantses estatuko barne ministroa okaztatzen badu ere, hor ere hautetsi eta jendarteak bat egiten dut Iparraldeak bere instituzio propioa ukan dezan. Ipar Euskal Herriak inbido egi-na du, ea ba Parisek hordago egingo duen!

Alderdikerietarik haratago den mugimendu bat delarik, indarrak bilduz, bakoitza kontsentsuala izanez, ustezko mugimendu politiko bat bilakatzen ahal litzateke, segur dena Euskal Herria bide horretarik abian dela.

BENEDICTE MANIER

Journaliste



Un million de révolutions tranquilles

Travail, argent, habitat, santé, environnement : tout ce que les citoyens changent dans le monde

Bénédicte Manier est une journaliste française spécialisée dans les questions sociales et de développement. Elle a effectué plusieurs centaines de reportages de terrain en France et dans plusieurs pays, notamment au Laos, au Cambodge, en Thaïlande, au Burkina Faso, en Irlande, en Espagne, au Brésil et en Inde.

Ses domaines de prédilection sont les initiatives de la société civile, les mouvements citoyens et altermondialistes, les alternatives économiques (gestion collective de l'eau, épargne éthique, économie sociale et solidaire, réseaux de troc, micro-crédit, commerce équitable...), les biens publics mondiaux, le travail des enfants, les droits des femmes, la démographie, la pauvreté et les questions de développement.

Un modèle alternatif d'ensemble, une alternative définie et globale au libéralisme, n'existe pas encore. Mais il existe des alternatives. Il en existe même des milliers disséminées un peu partout sur la planète. La plupart de ces alternatives sont peu visibles. Elles naissent et se développent silencieusement, dans de petits villages ou des quartiers de grandes villes, à l'initiative d'individus aussi différents que des fermiers illettrés d'Asie ou des urbains de Californie.

À l'origine de ces initiatives, il n'y a souvent ni théorie ni théoricien. Il n'y a que des citoyens ordinaires - mais animés d'une volonté extraordinaire - qui tentent de répondre aux problèmes qui leur sont posés localement, manque d'eau, de nourriture, de logement... Il y a aussi des millions d'hommes et de femmes qui décident de vivre autrement. De vivre mieux. De redevenir les acteurs libres et responsables de la Cité.

Coopération et mutualisation...

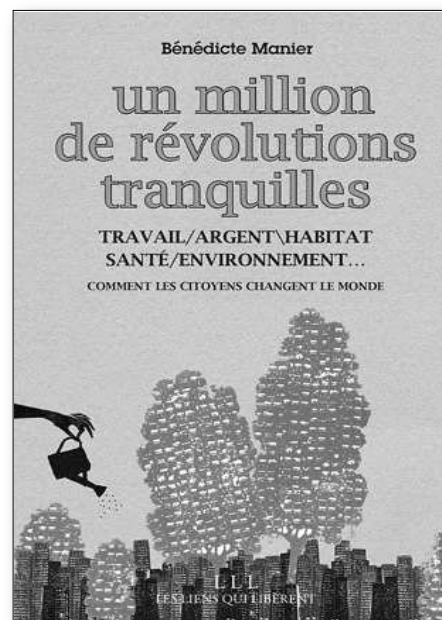
Et qui pour cela, s'affranchissent du modèle consumériste, créent leur propre monnaie et leurs banques, gèrent eux-mêmes leur approvisionnement en eau et en énergies, reverdissent le désert, rénovent l'agriculture ou organisent de nouvelles façons de travailler ensemble.

Ces initiatives ont d'autres traits communs. Toutes sont fondées sur la coopération, la mutualisation des moyens humains, et non sur la concurrence entre individus.

... partant des besoins réels !

Sur l'échange et non le commerce. Sur la convivialité et non sur l'individualisme. Enfin elles nous disent également qu'il n'est plus possible de lire le monde avec les lunettes du passé. Ni d'avoir une lecture unique de la diversité du monde. Les enjeux actuels exigent désormais d'inventer d'autres modèles, de nouvelles règles collectives, profondément ancrées dans les besoins réels. Un livre qui, en racontant et décrivant ces initiatives, dessine magnifiquement les frontières de cet autre monde possible.

□



Les Invisibles

A l'Autre Cinéma, le cinéma indépendant de Bayonne jusqu'au 17 décembre

En plein débat sur le mariage pour tous, un beau récit documentaire de trajets de vie d'hommes et de femmes gays d'âge mûr. Salulaire et poignant.

Des hommes et des femmes, nés dans l'entre-deux-guerres. Ils n'ont aucun point commun sinon d'être homosexuels et d'avoir choisi de le vivre au grand jour, à une époque où la société les rejetait.

Ils ont aimé, lutté, désiré, fait l'amour.

Aujourd'hui, ils racontent ce que fut cette vie insoumise, partagée entre la volonté de rester des gens comme les autres et l'obligation de s'inventer une liberté pour s'épanouir. Ils n'ont eu peur de rien...

Dans ce très beau documentaire, Sébastien Lifschitz donne la parole à ceux qui aujourd'hui âgés, ont eu le courage d'assumer une vie sexuelle différente de la norme et qui témoignent avec honnêteté, humour et verdeur de leur existence et de leurs choix.



Il fait ainsi le portrait intime d'êtres exceptionnels, non pas pour leurs actes mais pour leur capacité à exister selon la singularité de leurs désirs.

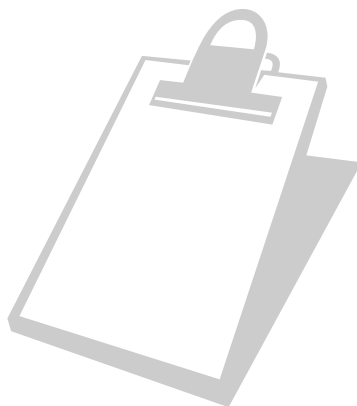
Normes morales d'avant 68

A travers cette parole libérée, franche, directe d'hommes et de femmes en accord avec eux-mêmes sont abordées aussi de nombreuses questions.

Les normes morales de la France des années 1940 à 1960, les inhibitions imposées par la famille et la construction d'une identité à une époque où l'homosexualité était, au mieux, un tabou, au pire une maladie mentale...



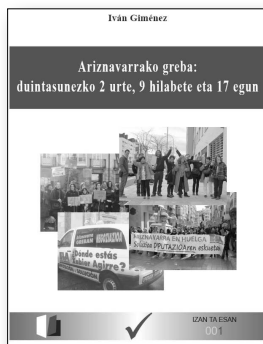
Publication de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Ezerezetik duintasunerako bidea

"Hain dira txarrak gure lan-kondizioak, ezen zer galdurik ez baitugu" (2002an esana) "Soldata eta lan-kondizio duinak ditugu; inork ez gaitu menderatuko. Are garrantzitsuagoa: eredu insolidario eta pribatizatzaile baten hedapena gerarazi egin dugu"(2010eko abenduan esana)

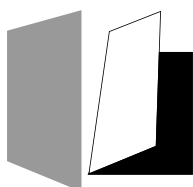


Zortzi urteko aldea dago bi esaldi horien artean. Denborak ez ezik, ordea, beste zerbaitek ere bereizten ditu: egoera aldarazi zuen borroka batek; katearen mailarik ahulena indartu zuen borroka batek (hilean 590 euro irabazten zituzten ehun bat emakume ziren, interes desberdinak zituztenak, eta beren buruan konfiantza handirik ez), elkartasun-, kemen- eta erresistentzia-uhin izugarri batean.

Ez Arabako Aldundiak, ez Ariznavarrako egoitza geriatrikoko (Gasteiz) zuzendaritzak, ez Mapfrek (enpresa erraldoia) ezin izan ditu menderatu emakumeok.



Fundazioko egoitzan eskuragarri edo hemen www.mrafundazioa.org/eu/dokumentazio-zentrua/izan-ta-esan



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



aussi, c'est pas mal. Mais il ne faut pas que ça tombe dans le communautarisme, avec des personnes repliées sur elles même, qui se referment sur leur petit pré-carré au moment où le monde entier devient de plus en plus une sorte de village. D'après ce que j'ai vu à la télé, il y en a même ici certains qui ne veulent pas du progrès technique: trois heures de Paris à Bayonne en TGV, ce sera quand même cool!

J-P.: A propos de la langue, je voulais dire que j'ai eu souvent l'impression qu'ils parlaient basque entre eux, tout exprès pour que nous ne comprenions pas leur conversation. Des fois au marché près des halles à Bayonne, on entend parler en basque... Cela nous fait drôle, on ne se sent pas vraiment chez nous...

Enb.: Revenons à une éventuelle institution pour le Pays Basque, votre avis là-dessus?

M.: On ne comprend pas trop ce qu'ils veulent,

Kevin, c'est comme pour les bérets, ils sont béarnais. L'Izarra, je crois aussi que c'est fini, il reste donc le tourisme, les week-ends et puis Biarritz.

M.: C'est cela votre force. Vous avez ici avec la mer, la montagne, les petits villages et avec votre côté typique de quoi développer un tourisme très performant. C'est du gagnant-gagnant. En plus, avec le TGV à Bayonne, la destination Pays Basque sera très compétitive. Regardez Marseille et la Provence, à trois heures de Paris!

Enb.: Pourtant, vous ne craignez pas que ce Pays Basque que vous appréciez soit un peu abîmé ou mangé par le tourisme?

M.: C'est vrai que là il peut y avoir un souci. Mais enfin, vous n'avez pas ici les marinas de

la Côte d'Azur ou tous les bords de mer colonisés par des villas et des golfs. Les maisons et les villages sont bien entretenus, bien repeints en blanc, il y a des artisans authentiques. Au passage, une chose m'étonne: les matches de pelote basque sont annoncés partout, c'est pittoresque, c'est une vraie religion; mais quand il n'y a pas de joueurs, les frontons servent de parkings à voitures!

J-P.: Si je peux ajouter quelque chose, vous avez tout ici, et donc de quoi attirer les touristes. J'ai une amie à Bordeaux qui a un pied à terre à Bassussary: quand elle est fatiguée, elle vient se reconstruire en thalasso à Biarritz, un petit séjour lui fait un bien fou. N'allez donc pas vous égarer dans la chasse aux usines, qui gâchent le paysage ou nécessitent des autoroutes supplémentaires!

C'EST TRÈS BIEN ÇA!
CONTINUEZ A CULTIVER
CETTE IMPRESSION! VOUS
ÊTES SUR LA BONNE VOIE!



les Basques, puisqu'ils ont déjà plus que les Bretons... je crois. Alors peut-être comme en Corse? Mais la Corse c'est une île! Et puis si c'est pour avoir des attentats... Une fois, ils avaient fait sauter le relais de télévision de la Rhune... Alors là, je ne suis pas d'accord!

J-P.: Franchement, je ne vois pas trop de quoi il s'agit. Je suis abonné à *L'Express*, je lis parfois aussi *Le Nouvel Observateur*. Je ne me souviens pas d'un article sur une institution pour le Pays Basque. Parmi mes amis à Paris ou même ici, personne ne m'en a parlé.

M.: Il faut être réaliste, le plus important, l'essentiel même, c'est que l'on préserve la culture, la langue aussi.

J-P.: Quand on voit la Corse, on se dit pas la peine de se perdre dans de nouvelles structures qui coûtent de l'argent, prélèvent des impôts, tout ça avec des titres ronflants. Est-ce bien nécessaire d'avoir des conseils et offices qui vont servir à la carrière de quelques politiciens locaux et à leurs réseaux de petits copains?

Enb.: Qu'est-ce qui vous a frappé dans la vie quotidienne, ou dans le travail des habitants ici?

J-P.: Ce qui m'a étonné en allant à Bayonne, même au centre commercial BAB, c'est qu'on ne comprend pas tout de suite où se fait le jambon de Bayonne. Je l'ai expliqué à Ophélie et

Que cela irrite ou pas, c'est ainsi que voient le Pays Basque et «les Basques» nombre de vacanciers ou d'habitants venus d'ailleurs. C'est un fait que l'on ne saurait ignorer. Deuxième point, la personnalité ou l'authenticité ont leurs limites. Très bien pour les danses, les chants ou la cuisine qui sont bons pour l'image, et qui forgeraient le caractè-

re des Basques, les rendraient authentiques. Mais quand ces aspects débouchent sur réclamer un pouvoir local, demander une vraie université à Bayonne, mettre ses enfants à l'ikastola, acheter des actions Herrikoa, vouloir l'officialisation de l'euskara, voilà que derrière les «authentiques» pointent les «ethniques»!

Commentaire

Forum pour la paix

Faculté pluridisciplinaire de Bayonne, Amphi 400

Samedi 15 décembre 2012

9h: Accueil

9h30:

- Ouverture du forum par Philippe Zavoli, Doyen de la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne.
- Présentation du Forum pour la Paix et des différentes manifestations par Bake Bidea et Lokarri.

10h: Rapports introductifs

- Brian Currin, International Contact Group.
- Jean-Pierre Massias, Université de Pau et des Pays de l'Adour.

11h: Séance 1:

«Le "moment" d'Aiete»

Modérateur: Florence Sturm, journaliste à *France Culture*.

Table ronde

Participation:

- Brian Currin, International Contact Group.
- Kotte Ecenarro.
- Jean-René Etchegaray.
- Jean-Pierre Massias.
- Paul Rios, Lokarri.

13h15-14h25: Déjeuner

14h30: Séance 2:

«Les principes de la déclaration d'Aiete»

Modérateur: Daniel Ruiz, journaliste.

Table ronde

Participation:

- Pierre Hazan, International Contact Group.
- Raymond Kendall, International Contact Group.
- Andy Carl, Directeur général de Conciliation Resources.
- Docteur Hans-Joachim Griessman, Directeur général de la Fondation Berghof.

17h: Séance 3:

«Aiete, la France et le processus de paix»

Modérateurs: Patrick Pépin, journaliste.

Table ronde

Participation:

- Jakes Bortayrou.
- Max Brisson.
- Frédérique Espagnac.
- Jean-Jacques Lasserre.
- Xabi Larralde.

20h: Clôture

- Anaiz Funosas, Bake Bidea
- Michel Tubiana, Ligue des droits de l'Homme.

21h30: Dîner de clôture



L'UE Nobel de la paix

Le choix du lauréat, cette année, a pu surprendre les citoyens d'un continent en pleine crise économique. Il consacre, avant tout, la paix durablement rétablie entre nations en guerre depuis mille ans par la mise en œuvre de solidarités sans précédent dans l'histoire.

L'UNION Européenne, après des jours de tergiversations, a décidé d'envoyer, lundi 10 décembre, à Oslo Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, qui rassemble les dirigeants des 27 pays membres, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, l'organe exécutif de l'Union et Martin Schulz, président du Parlement européen.

Une vingtaine de chefs d'Etats et de gouvernement, dont le président français François Hollande, la chancelière allemande Angela Merkel et le président du Conseil italien Mario Monti, ont également fait le déplacement dans la capitale norvégienne, ainsi que quatre jeunes Européens sélectionnés par concours. Le Premier ministre britannique David Cameron s'est en revanche abstenu.

Dans son discours à l'Hôtel de ville d'Oslo, où se déroulait la cérémonie, Herman Van Rompuy a invoqué sa propre histoire familiale pour souligner l'apport de la construction européenne.

“Faire en sorte de ne pas perdre ce que nous avons construit sur les ruines des deux guerres mondiales.”

L'Union Européenne a annoncé que la somme de 930.000 euros qui accompagne le prix Nobel serait intégralement utilisée pour financer des projets destinés à lutter contre l'emploi d'enfants comme soldats, à travers le monde.

Le comité Nobel a insisté sur le rôle joué par la construction européenne dans la réconciliation de nations longtemps ennemies, à commencer par l'Allemagne et la France, aujourd'hui moteurs de l'Europe.

Des six pays membres originels de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), premier outil de l'intégration européenne créé au début des années 1950, l'ensemble européen, qui englobe désormais plus de 500 millions d'habitants, est passé à 27 membres aujourd'hui et bientôt 28 avec l'entrée de la Croatie le 1^{er} juillet prochain.

“Le rôle stabilisateur joué par l'Union Européenne a contribué à faire passer la majeure partie de l'Europe d'un continent en guerre à un continent en paix”, soulignent les membres du comité Nobel.

“L'admission de la Croatie l'an prochain, l'ouverture de négociations d'adhésion avec le Monténégro et le statut de candidat accordé à la Serbie renforcent le processus de réconciliation dans les Balkans”, ajoutent-ils.

Le Français Jacques Delors, un de ses prédécesseurs à la présidence de la Commission européenne, a évoqué “un grand encouragement à poursuivre la route”. “J'espère que ce prix Nobel ramènera le bon sens et, chez nos chefs de gouvernement, la vision de l'avenir”, a-t-il ajouté.

Agir ensemble

“Ensemble, nous devons faire en sorte de ne pas perdre ce que nous avons construit sur les ruines des deux guerres mondiales”, a dit Thorbjørn Jagland président du prix Nobel en évoquant “les 80 millions de personnes” victimes de l'extrémisme dans le passé.

Symboliquement, Thorbjørn Jagland a ponctué son discours de quelques mots prononcés en plusieurs langues, illustration de la diversité européenne.

L'emploi toujours au cœur d'Herrikoa

DES paroles aux actes. Herrikoa ne s'est pas contenté de préconiser une économie dynamique pour Iparralde, il s'y est engagé. Son objectif: la création d'emploi. Ses modalités: une société capital-risque participant à la création et au renforcement des entreprises locales. Sa force: la mobilisation populaire. Son bilan depuis 1988: création ou accompagnement de 2.675 emplois par la participation à 357 entreprises.

Chaque année, les 4.543 actionnaires sont invités à une assemblée pour un bilan d'étape. Vendredi dernier 30 novembre ils étaient une centaine à ce rendez-vous dans la salle d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos. Le sérieux des débats et des chiffres était pimenté de l'humour habituel du président Mendiboure qui par ailleurs, au Conseil de développement, est porteur du projet de la “marque territoriale”. La directrice, Marie-Claire Salaberry et Bergara “Txistu” ont évoqué les 67 projets d'entreprises de l'année et les 12 retenus, puis fait voter dans l'esprit Herrikoa la non distribution des bénéfices qui viendront augmenter le capital initial.

Pour clore cette assemblée, avant le buffet de l'amitié, exposé sur “l'eusko” avec qui Herrikoa a passé une convention déterminante au succès de la nouvelle monnaie basque. L'abertzalisme, on le voit, n'est pas seulement d'aller d'une élection à une autre, mais de construire une autre société avec ses écoles, ses syndicats ouvriers et paysans, ses médias, sa culture, ses entreprises, ses solidarités...

Dartigolles, pan sur le bec!

OLIVIER Dartigolles, élu béarnais porte-parole national du Parti communiste, adversaire déclaré d'une collectivité Pays Basque, avait assuré qu'aucun membre de son parti n'avait participé au vote positif du Conseil des élus. Le conseiller municipal communiste Jean-Pierre Roux, délégué de l'ACBA, lui apporte un démenti par voix de presse: “J'ai voté pour un département plus”. Après des mois de travail avec l'aide de juristes, j'ai la conviction que cette collectivité au plus près de la population devient nécessaire. Elle répond au désir de démocratie et de décentralisation des citoyens”.



“En tant qu'enfant né en Belgique juste après la guerre, j'ai entendu des récits directs. En 1940, mon père, alors âgé de 17 ans, a été contraint de creuser sa propre tombe. Il s'en est sorti (...) Mais quel pari audacieux c'était, de la part des pères fondateurs de l'Europe, d'affirmer que nous pouvions briser ce cycle infini de violences, que nous pouvions stopper la logique de la vengeance, que nous pouvions construire un avenir radieux”, a dit le responsable belge de 65 ans.

Attribuant le prix à l'Union européenne, le 12 octobre, le comité Nobel norvégien expliquait que “l'Union et ses pionniers ont contribué pendant plus de six décennies à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe”.



Ce que pense Marylise Lebranchu

GRÂCE à l'intervention de Sauveur Bacho, maire d'Arbérats, lors du congrès des maires au Parc des expositions à Paris le mardi 20 novembre, nous connaissons l'essentiel de la position de Marylise Lebranchu, ministre en char-



Marylise Lebranchu

ge de la décentralisation. Il est bon cependant, pour une parfaite connaissance du dossier de rapporter l'intégralité de la réponse de la ministre: *"Je réponds juste un mot par rapport au Pays Basque, mais Manuel Valls saura aussi dans la fonction régaliennne qui est la sienne, et pas la mienne, dire. Moi je n'ai pas aujourd'hui à l'heure où je vous parle de solution juridique institutionnelle pour répondre à la demande de création d'un Pays Basque. En revanche et d'ailleurs ça pourrait être d'ordre conventionnel, on pourrait me demander*



Sauveur Bacho

Martinen kronika



La sauce Hollandaise

DANS l'avant projet de loi sur la décentralisation, paru la semaine dernière on est un peu pris de vertige par l'empilement des dispositifs sans que l'on parvienne réellement à détecter une cohérence d'ensemble. Le gouvernement sait-il où il va? Pour l'instant, aucune ligne directrice n'apparaît et on ne parvient pas à discerner un quelconque fil conducteur.

Hollande a-t-il fixé un cap? La question se pose sérieusement tant ce qui est proposé, reste nébuleux et peu compréhensible. On y annonce entre autres, un nouveau machin «*le Haut Conseil des Territoires*», des euro-métropoles (Marseille, Lyon) des communautés métropolitaines avec un seuil de 400.000 habitants... Ce texte marque une régionalisation accrue, sans établir pour autant une rupture nette avec les compétences départementales. Mais la Région pourrait, par exemple, soustraire les transports d'une gestion de proximité, au bénéfice d'un syndicat qui prendrait en charge la mobilité dans toute l'Aquitaine... Gageons sur ce point que le grand syndicat qui risque de naître sera, surtout, celui des mécontents!

Aucune référence, en revanche sur les propositions émanant de l'Alsace, la Bretagne ou bien sûr le Pays Basque. On ne peut imaginer pourtant que tout cela reste sans réponse. Les trois mois qui viennent, seront donc déterminants et il nous appartient de maintenir une grande mobilisation.

Le vote historique du 24 novembre ne peut être ignoré et il appartient au gouverne-

ment de donner la suite qui convient à la proposition du Conseil des élu(e)s du Pays Basque. Il ne peut en être autrement. Ces jours derniers, Madame Lebranchu indiquait encore à la *Gazette des Communes* «*Les élus choisiront leur organisation territoriale par territoire*». Si les mots ont un sens la proposition du Pays Basque doit être examinée, et faire l'objet d'un échange avec les services de la ministre. C'est à cela qu'elle s'est engagée en recevant la délégation le 11 octobre. Un espoir est né avec l'Acte 3 de la décentralisation, plusieurs territoires se sont engouffrés dans la proposition avec la volonté de participer à la modernisation de l'organisation des institutions. Nous en faisons partie.

Le calendrier est contraint, le gouvernement veut boucler son projet dans le 1^{er} trimestre 2013. Nous devons, en parallèle, négocier le futur contrat territorial et le faire dans le cadre ancien de gouvernance serait une pure folie. L'impression qui domine dans la gestion de ce dossier au plus haut niveau de l'Etat est celle d'une grande impréparation. On nous annonçait une loi-cadre qui devait borner le débat et nous nous retrouvons avec une sorte de catalogue sans boussole, qui pose plus de questions qu'il n'en résout. De plus, les interventions ravageuses du ministre de l'Intérieur qui n'est pas chargé de la Réforme ont introduit une dimension regrettable dans un dossier qui au départ se voulait ambitieux et qui au final pourrait être une nouvelle épine dans le pied déjà bien pourvu du Président de la République...!

des créations de pays différents institutionnellement parlant ailleurs. En revanche, l'aire du pays qui a existé après la loi Pasqua, puis de la loi Voynet reste une aire extrêmement pertinente en particulier dans ce lieu de France où avec l'ensemble des élus, un très bon Conseil de développement, l'aide institutionnelle des chambres consulaires, des choses extrêmement intéressantes se passent. Alors pourquoi pas aller au bout de la démarche y compris concernant la Chambre d'agriculture

de cette zone-là mais je ne crois pas qu'on puisse créer un échelon institutionnel dans la loi pour un pays de France même si le travail excellent qui est conduit va déboucher sur des progrès généraux. Voilà ma position à l'heure où je vous parle".

Bien que présent et silencieux au côté de Marylise Lebranchu, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls aurait rapporté un peu plus tard: *"Je reste attentif à ce qu'on ne défasse pas la France. Tout ce qui la défait est dangereux, on ne peut être plus clair".*



L'effet Bilbao

● Jean Haritschelhar

RECEMMENT, le Président de la République a inauguré à Lens l'antenne du Musée du Louvre, ce qui prouve l'importance de cette décentralisation en matière de culture dans une région sinistrée, celle d'un bassin minier en déshérence où le taux de chômage atteint les 18,9% selon la source INSEE en ce qui concerne la tranche des 15-64 ans. Il y a deux ans à peine, en 2010, la ville de Metz avait bénéficié d'une même décentralisation, en provenance cette fois du Centre Pompidou de Paris. Là encore il s'agissait de secourir la Lorraine en proie à la crise de la sidérurgie.

N'oublions pas que Jean-Jacques Aillagon, ancien président du Centre Pompidou, a été l'initiateur de la délocalisation à Metz et que, devenu ministre de la Culture, il mit en œuvre une politique de décentralisation des grands musées. Pour être plus précis et pour rendre à chacun ce qui lui est dû, Renaud Donnedieu de Vabres, successeur d'Aillagon, présenta à Jacques Chirac, Président de la République, le choix de Lens. Un bon quinquennat plus tard, l'ensemble est réalisé avec le concours de l'Etat, de la Région, du département et de la ville et il ouvre ses portes au public le 12 décembre, date vraiment symbolique puisqu'elle correspond au douzième jour, du douzième mois, de la douzième année du millénaire.

L'inauguration de Louvre-Lens a fait l'objet de reportages où l'on a fait remarquer l'importance de cette décentralisation qui ne touche pas simplement la culture, mais qui peut être aussi un des moyens de développement économique d'une région sinistrée. Bien entendu, on a glosé dans l'audio-visuel sur cette nouvelle politique de l'aménagement du territoire, politique éminemment française, celle d'un pays qui, à défaut de pétrole, a des idées. Il n'a été nullement rappelé par les journalistes de l'audio-visuel qu'une expérience de ce genre avait été faite ailleurs, dans un petit pays qui s'appelle "Pays-Basque".

Il convient de rendre hommage à la presse qui a plus de recul et sait se détacher de l'événement. Aussi bien, l'hebdomadaire *La vie* que le quotidien *Le Monde* (je ne lis pas toute la presse) ont rappelé "l'effet Bilbao". Quand le directeur du Louvre-Lens souligne que l'antenne peut être un des catalyseurs de l'économie, il ne fait aucun doute que "l'on rêve que l'effet Bilbao se vérifie dans le bassin minier", comme l'écrit Marie-Douce Albert, journaliste de l'hebdomadaire, en rendant compte de l'événement. De même, dans *Le Monde* Harry Bellet souligne à quel point les créateurs et acteurs du Louvre-Lens avaient en tête le modèle de Bilbao: "Un bâtiment d'exception, des collections parmi les plus importantes au monde: le miracle du Guggenheim de Bilbao se produira-t-il à Lens?".



Alors que l'on nous rebat les oreilles avec le fameux "modèle allemand", il serait bon que nos dirigeants reconnaissent qu'il existe aussi un "modèle basque" utilisé en France, à Metz comme à Lens."

genheim de Bilbao se produira-t-il à Lens?' Le modèle était parfait. Une région sinistrée, la Biscaye, comparable à la Lorraine par la sidérurgie et à Saint-Nazaire pour la construction navale, l'acceptation d'avoir l'antenne du musée Guggenheim de New-York à Bilbao dans un bâtiment aux lignes futuristes, vaisseau amarré sur la rive gauche de l'Ibaizabal, des expositions temporaires attirant un vaste public —une moyenne de 900.000 à un million depuis 15 ans— un véritable miracle économique par des créations d'emplois directs ou indirects et, selon les sources, 600 millions d'euros injectés dans l'économie de la province qui, à la même époque, 1997, date de l'inauguration du Musée, créait aussi le parc technologique de Zamudio, véritable "Silicon Valley" basque. Alors que l'on nous rebat les oreilles avec le fameux "modèle allemand", il serait bon que nos dirigeants reconnaissent qu'il existe aussi un "modèle basque" utilisé en France, à Metz comme à Lens.

Notre couverture: Herman Van Rompuy et José Manuel Barroso reçoivent à Oslo le Prix Nobel de la Paix.

Sur votre agenda

Abendua:

- du jeudi 13 au samedi 15, **HAZPARNE**. Festival du cinéma basque.
- **Vendredi 14, 18h30, ANGELU** (salle des Fêtes de la mairie). "Le béliér siphon à chambre barométrique de Biarritz dans les années 30: idée géniale ou chimère?", conférence d'Alain Arbouet, vice-président d'Angeluko ikasleak. Entrée libre.
- **Vendredi 14, 20h30, IZPURA** (salle Faustin Bentaberry). "Su Kaldean" nouvelle création de l'Atelier Théâtre Adulte.
- **Samedi 15, à partir de 11h, ZIBURU** (Ikastola). Journée portes



ouvertes de la nouvelle ikastola Kaskarotenea.
 ● **Dimanche 16, à partir de 10h30, ANGELU** (place de la Mairie). Olentzero à Anglet, défilé, dantzazpi avec Angeluko Mutxiko Taldea et vente de talo et boissons. En cas de pluie, repli au mur à gauche d'El Hogar dès 10h30.



Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Cartes postales des Pays Basques 4 et 9
L'UE, Nobel de la Paix 10
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr
Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.
 Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.
 Commission paritaire n°0317 C 87190